

L'Europe et la Méditerranée : « Mare nostrum » ?

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicom, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicom, 2006).

S'exprimant devant Mohammed VI et les élites marocaines à Tanger, le 23 octobre 2007, Nicolas Sarkozy a lancé aux dirigeants des pays riverains de la Méditerranée un « appel pressant et solennel à bâtir l'union de la Méditerranée ». Alors que ce vague projet était jusqu'à présent perçu par beaucoup d'observateurs comme le moyen de se débarrasser de la candidature turque à l'Union européenne, le président français a évoqué « un grand rêve de civilisation (...) capable de soulever le monde ». Il en a appelé à l'exemple des « Père fondateurs » de l'Union européenne, recourant ainsi à une fausse symétrie entre la communauté de civilisation que forment les peuples et les nations d'Europe d'une part, et l'aire géopolitique méditerranéenne de l'autre, ce vaste espace d'interaction et de confrontation entre continents et civilisations. N'en déplaise aux « storytellers » de l'Élysée, la Méditerranée ne se prête guère aux habituelles topiques sur la « Mare nostrum » et le « dialogue des civilisations ». La Méditerranée et ses prolongements moyen-orientaux constituent la principale zone de tensions au plan mondial et les Européens sont donc aux avant-postes des affrontements géostratégiques globaux.

La Méditerranée contemporaine évoque des images contradictoires, inspirées par le « système des loisirs » et la géographie panoramique des brochures touristiques, mais aussi par les « passions tristes » qui affectent les territoires riverains du sud et de l'est du bassin méditerranéen (islamo-terrorismes et conflits multiformes). Les incertitudes kosovares sont là pour nous rappeler que la péninsule balkanique n'est pas à l'abri de nouveaux épisodes guerriers et les efforts conjugués des Occidentaux, à travers l'OTAN et l'Union européenne, peinent encore à muer cette zone-tampon, espace de liaison et de contact avec le Proche-Orient, en un « Sud-Est européen » pacifique et prospère. Dans l'Antiquité, les Grecs usaient de deux expressions pour désigner la Méditerranée : « mer intérieure » ou « notre mer ». On se souvient d'Ulysse, l'« homme aux mille ruses » qui parcourt en tous sens cette mer, surface d'expansion de la thalassocratie créto-mycénienne... Bien plus tard, les Romains font de la Méditerranée un lac intérieur et ils la qualifient à leur tour de « Mare nostrum ». Le terme de « *Mediterranea* » apparaît au V^e siècle après Jésus Christ, mais c'est dans le prolongement des grandes découvertes que les géographes en systématisent l'emploi pour marquer la différence entre cette mer intérieure et l'océan Atlantique.

Depuis le haut Moyen-Âge, la Méditerranée n'est plus une *Mare nostrum*. Il est aujourd'hui admis que le « *Völkerwanderung* » des peuples germaniques, à la fin de l'Empire romain, n'a pas interrompu le grand commerce transméditerranéen, et ce bien que les voies continentales nord-sud (Rhône-Saône et Meuse-Rhin) et les voies maritimes de la Manche et de la mer du Nord tendaient déjà à l'emporter sur les axes d'échanges Orient-Occident. Selon le grand médiéviste Henri Pirenne, ce sont les chevauchées arabes qui ont historiquement mis fin à l'unité culturelle et économique de la *Mare nostrum*. La rapidité et la brutalité du Djihad islamique ont séparé l'Orient gréco-byzantin des royaumes romano-germaniques mais aussi rompu la cohérence géographique de l'ancien Occident romain. On passe ainsi d'une époque dominée par la romanité à celle d'une Méditerranée partagée entre trois aires culturelles et religieuses¹. Appréhendé sur la longue durée, le bassin méditerranéen est depuis le théâtre d'un conflit multiséculaire entre la Chrétienté et l'Islam. Faille

géohistorique et géostratégique, la Méditerranée est une « frontière épaisse » marquée par le flux et le reflux des souverainetés et des dominations : « *Reconquista* » espagnole dans la péninsule ibérique et autrichienne dans les Balkans ; projection de puissance outre-mer des empires coloniaux européens au XIX^e siècle ; guerres de décolonisation et inversion des flux démographiques au XX^e siècle.

Pour mieux prendre en compte et exprimer le poids des Etats arabes et de la Turquie dans l'aire méditerranéenne, Yves Lacoste utilise l'expression de « Méditerranée euro-musulmane »². Cet ensemble spatial excède largement les frontières de l'hypothétique Union méditerranéenne, ce projet se limitant aux pays riverains de la « mer Blanche du Milieu » (selon l'expression d'Ibn Khaldoun). S'étirant d'Est en Ouest sur 4000 km, la Méditerranée euro-musulmane est un ensemble géographique et géopolitique du deuxième ordre de grandeur (distance en milliers de km). Elle est à l'intersection du monde européen de tradition chrétienne et du monde arabe (deux autres ensembles du deuxième ordre de grandeur) ainsi que du monde musulman dans sa plus grande extension, un très vaste ensemble du premier ordre de grandeur (distance en dizaines de milliers de km). La Méditerranée euro-musulmane est aussi traversée par la limite qui sépare les pays développés du « Nord » et les pays en voie de développement du « Sud », encore que cette géographie cardinale soit moins évidente en Méditerranée orientale qu'en Méditerranée occidentale.

La géographie des flux et des interconnexions entre économies et sociétés invite à élargir l'« espace-mouvement » méditerranéen à l'est, vers la péninsule arabique et le Golfe Arabo-Persique d'une part (3000 km), vers l'aire mer Noire-Caucase-Caspienne, l'Asie centrale et l'Afghanistan d'autre part (7000 km). La géopolitique contemporaine de cette aire récapitule ainsi la géohistoire de Fernand Braudel. Dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, celui-ci dresse le paysage d'une « plus grande Méditerranée » formée par les multiples flux qui reliaient les espaces centraux de l'« économie-monde » européenne de l'époque et leurs périphéries géographiques. Cette vision de l'aire méditerranéenne, animée par le mouvement et les actions des hommes, est autrement plus dynamique et en phase avec les réalités économiques et stratégiques que l'Union méditerranéenne, géographiquement limitée aux pourtours immédiats de la mer Méditerranée.

La Méditerranée euro-musulmane est entourée d'une trentaine d'Etats et les multiples rivalités territoriales en font la principale zone de tensions géopolitique au monde. Un rapide tour d'horizon permet d'identifier quelques uns de ces conflits, ouverts et latents, dans l'ensemble de l'aire géopolitique considérée. Dans le bassin occidental, la rivalité entre le Maroc et l'Algérie porte sur le sort du Sahara occidental. S'y ajoutent les tensions récurrentes entre le Maroc et l'Espagne au sujet des enclaves de Ceuta et Melilla ou du détroit de Gibraltar (voir l'îlot de Persil par exemple). Les profondes contradictions démographiques, économiques et sociales du Maghreb arabo-musulman sont aussi potentiellement polémogènes – la guerre civile algérienne des années 1990 l'a illustré – et les attentats islamistes des derniers mois laissent à penser que la stabilité de l'Algérie n'est décidément pas un fait acquis.

En Méditerranée orientale et sur les pourtours, l'ex-Yougoslavie offre plusieurs exemples de conflits territoriaux figés, plus que réglés, par l'engagement de l'OTAN et de l'Union européenne. Le statut futur du Kosovo est d'actualité mais *quid* de la Bosnie-Herzégovine dans la durée ? Mentionnons aussi les tensions gréco-turques autour de Chypre et de la mer Egée, les affrontements entre Turcs et Kurdes dans la partie orientale de l'Anatolie et les « conflits gelés » de Moldavie et du Caucase du Sud. Entre la mer Méditerranée et le Golfe Arabo-Persique, l'« isthme syrien » est un autre espace qui fait partie intégrante de la « plus grande Méditerranée ». Dans cette géopolitique complexe, le conflit israélo-palestinien, les rivalités régionales et pétrolières et la projection de puissance des Etats-Unis sont étroitement imbriqués. La stratégie iranienne de « sanctuarisation agressive », via le nucléaire, et la revendication *de facto* d'une hégémonie régionale (du Golfe

Arabo-Persique à la Méditerranée orientale) font peser risques et menaces sur l'ensemble de l'aire géopolitique méditerranéenne. Serait-ce absurde d'envisager la prolifération d'armes balistiques iraniennes jusqu'au Maghreb et dans le bassin occidental de la Méditerranée ?

Les problématiques méditerranéennes et leur potentiel dramatique dépassent très largement les contours de l'Union méditerranéenne, telle qu'elle est esquissée du moins. Il est certes reconnu que le Partenariat euro-méditerranéen, lancé à Barcelone en 1995, a déçu les uns et les autres. L'approche technique et économique qui présidait au « processus de Barcelone » n'a pu aboutir à la modernisation économique, sociale et politique des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Pour autant, les déceptions sont-elles imputables aux pays du nord et du centre de l'Europe, insuffisamment concernés par les questions méditerranéennes ? Leur mise à l'écart permettrait-elle de laisser place à une authentique fraternité entre les riverains de la Méditerranée ? Le diagnostic et l'étiologie qui sous-tendent le projet d'Union méditerranéenne sont des plus réducteurs. L'incapacité de l'Union européenne à impulser une forte croissance de longue durée, les blocages politiques et sociétaux dans le « Grand Moyen-Orient » et les rivalités de puissance extra-européennes conjuguent leurs effets pour déjouer les espoirs investis dans les vertus de l'ingénierie socio-économique et ces facteurs expliquent dans une large mesure les échecs du Partenariat euro-méditerranéen.

Au total, on ne voit guère comment la France et l'évanescent « arc latin » qu'elle est censée former avec l'Espagne et l'Italie pourraient générer suffisamment de puissance, d'énergie et de cohérence pour mettre en œuvre une future Union méditerranéenne. Les pseudo-rhétoriques néo-andalouses des uns et des autres ne doivent point faire illusion : la renonciation à l'« Algérie française » et le retrait opéré depuis la rive sud de la Méditerranée ont dissipé le rêve d'un empire latino-arabe. Que l'on s'efforce plutôt d'amender les multiples instances existantes et de mener à bien les projets de coopération entre les Européens et leurs voisins d'outre-Méditerranée. Au plan théorique comme au plan pratique, les divers « constructivismes » – moraux, philosophiques et socio-politiques – n'ont que trop montré leurs limites.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Notes

¹ Henri Pirenne, *Mahomet et Charlemagne*, PUF, 2005.

² Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée*, Armand Colin, 2006.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreeurope.com>).